

LETTRE COMMUNE A L'OCCASION DE LA 1ère JOURNEE BANALISEE SUR LA REFORME

Au nom d'une grande majorité d'enseignants du collège Lucie AUBRAC d'Eyguières :

Nous avons refusé l'organisation prévue par cette journée car nous nous opposons à cette réforme et à la manière dont le Ministère veut la mettre en place.

Quand aujourd'hui les « modèles » scandinaves et canadiens déchantent devant leurs bilans et que bon nombre d'enseignants des établissements-pilotes ayant mis en place la réforme, en soulignent les déficiences, nous nous indignons.

Nous nous indignons face à la persistance aveugle de notre Ministre, face à son mépris vis-à-vis de notre métier et de notre implication, face à la mascarade livrée par notre Ministre pour imposer une réforme avant tout budgétaire et politique, face à l'aberration pédagogique qu'elle s'apprête à mettre en place et dont les victimes seront certes les enseignants, mais surtout les élèves.

Nous refusons cette réforme et en demandons l'abrogation.

Nous refusons la perte d'heures pour les élèves et les enseignants.

Nous refusons la remise en cause de la liberté pédagogique des professeurs.

Nous refusons la mise en concurrence des disciplines.

Nous refusons la pédagogie de projet si elle est imposée sur les heures de cours et sans temps de concertation correctement envisagé pour la préparer.

Nous refusons l'accroissement à venir du nombre de réunions et conseils pour tenter de mettre en place nous-mêmes et dans l'urgence ce chantier.

Nous refusons en tant qu'enseignants que nos capacités individuelles et collectives d'innover soient sans cesse remises en cause.

Nous n'avons pas attendu cette réforme pour travailler en interdisciplinarité selon nos programmes, nos capacités et nos affinités, contrairement à l'image véhiculée par notre Ministre du professeur figé dans des pratiques ancestrales.

Nous sommes conscients qu'une réforme est nécessaire et nous n'avons pas peur du changement, mais nous demandons une réforme du collège réfléchie, intelligente, progressive et qui tienne compte des inégalités mais ne contribue pas à les accroître.